

Bourses, retraites, sécu et Tiers-Monde à l'épreuve du coronavirus

Les principales bourses de valeurs ont subi de plein fouet la crise sanitaire. Rien de plus normal : le ralentissement de l'activité économique diminue les chiffres d'affaires plus que les coûts, et notamment les frais salariaux, malgré les dispositifs mis en place par les pouvoirs publics. Quelques entreprises, par exemple dans le domaine de la santé, bénéficient cependant de la situation : ainsi l'action BioMérieux a-t-elle progressé d'un tiers depuis le 31 décembre 2019, tandis que l'indice des 120 plus grosses sociétés cotées françaises reculait de 30%.

Cette déprime boursière, qui est mondiale, embarrasse les fonds de pension. Aux Etats-Unis, où la retraite par capitalisation est la ressource principale des retraités aisés, les engagements de retraite des 1500 principales entreprises cotées ne sont plus couverts qu'aux trois quarts. Bien entendu, quand la bourse remontera ce ratio s'améliorera. On doit cependant remarquer que depuis le début du siècle il n'atteignit 100 % que lorsque Wall Street se portait vraiment très bien, en 2007 : la capitalisation n'est pas la panacée universelle comme certains le proclament.

Le désir des pouvoirs publics français d'interdire aux sociétés de distribuer un dividende au titre de 2019 s'explique par l'image négative qu'aurait une telle distribution, qui pourrait être assez conséquente, les bénéfices 2019 s'annonçant plutôt confortables. Et un certain nombre de sociétés, qui vont être très impactées par la chute de l'activité en 2020, trouveraient leur compte à mettre en réserve leurs bénéfices 2019 en prévision des pertes qu'elles accumulent actuellement de mois en mois. Il vaudrait mieux tout simplement autoriser un provisionnement des pertes probables de cette année, venant en déduction des bénéfices de l'exercice 2019 pour le calcul de l'impôt, et laisser les dirigeants et administrateurs de nos entreprises prendre leurs responsabilités.

La situation de notre sécurité sociale est tout aussi inquiétante que celle de nos entreprises. Le contraire serait étonnant, puisque la ressource principale de la sécu et des retraites complémentaires provient des salaires, et que le chômage technique amoindrit cette ressource. Inutile de dire qu'entre les comptes prévisionnels des organismes de protection sociale, ainsi que ceux de l'Etat (pompeusement déguisés en loi de finances), et les réalisations, l'écart sera très important. Les déficits sociaux, comme celui de l'Etat, vont être impressionnants.

Malgré cela, il faudra penser aux plus malheureux que nous, et leur venir en aide. L'Inde commence à souffrir du virus, et l'Afrique noire y passera aussi : autant il est normal que nous n'acceptions pas d'immigration, autant il est nécessaire que nous les aidions sur les plans économique et sanitaire. 2020 et 2021 seront des années difficiles, mais aussi, espérons-le, des années où les unijambistes ne refuseront pas leur aide aux culs-de-jatte.